



Chère Association SOS Homophobie Lyon,

Permettez-nous de répondre par cette lettre à votre sollicitation. Nous souhaitons développer davantage notre conception de la lutte contre les oppressions, que nous prenons très au sérieux et dont nous partageons, avec vous et beaucoup d'autres, le combat.

Notre période est marquée par une augmentation drastique des idées d'extrême droite partout dans le monde, qui remettent en cause les acquis et les droits des personnes LGBT. En Hongrie, l'homosexualité est associée à la pédocriminalité. En Italie, Giorgia Meloni a demandé l'annulation du droit parental de la mère « non biologique ». Aux États-Unis, l'administration Trump n'a cessé d'attaquer les droits des femmes et des personnes trans, notamment en revenant sur le droit à l'avortement, en annulant la possibilité de changer la mention de genre à l'état civil ou en tentant de faire passer des lois visant à restreindre leur droit de vote. Dernièrement, au Sénégal, le Premier ministre a déposé un projet de loi visant à faire passer de cinq à dix ans la peine de prison pour les homosexuels. Sans même parler des pays où l'extrême droite religieuse est au pouvoir et interdit tout droit aux femmes et aux personnes LGBT.

Depuis plusieurs années, les Prides et les élections sont aussi l'occasion pour de grandes entreprises capitalistes et divers candidats de se donner une image « LGBT friendly ». Pourtant, la lutte contre les oppressions dépasse largement le cadre de la simple représentativité. On peut prendre l'exemple de Tel-Aviv, qui organise l'une des plus grandes Prides du monde, alors même qu'Israël bombarde

régulièrement le Moyen-Orient et perpétue un génocide en Palestine depuis plusieurs années.

Si la société capitaliste a pu accorder certains droits aux personnes LGBT, ces avancées n'ont été possibles que grâce à la lutte acharnée contre ceux qui maintiennent l'exploitation et les oppressions. Nous sommes convaincus que c'est par la lutte que l'égalité des droits et son application concrète peuvent être conquises, comme le pensaient déjà les manifestants de Stonewall ou les femmes du MLAC qui pratiquaient des avortements pour obtenir la légalisation de l'IVG dans les années 1970. Rappelons également à ce titre que le mariage homosexuel a été obtenu par la lutte, alors même que le gouvernement Hollande – pourtant de gauche – faisait traîner les débats et laissait les manifestations réactionnaires de la *Manif pour tous* répandre leurs idées nauséabondes sur les plateaux télévisés. Nous ne sommes pas non plus dupes de la constitutionnalisation du droit à l'avortement en France, alors que, la même année, il a été abrogé aux États-Unis lorsque Donald Trump est arrivé au pouvoir. Constitutionnaliser le droit à l'avortement, c'est bien ; donner les moyens de l'exercer, c'est mieux. Comment peut-on envisager la protection des femmes dans un système dont la tendance générale est à la remise en cause des budgets sociaux, à la fermeture des foyers pour les femmes victimes ou pour les LGBT en rupture familiale ?

Manque de moyens, fermeture de centres pratiquant l'IVG, remise en cause constante de la gratuité des parcours de transition, pénuries d'hormones de transition jugées trop peu rentables par les laboratoires pharmaceutiques... Malgré l'égalité en droit, les femmes et les personnes LGBT subissent encore et toujours des discriminations et des formes variées de marginalisation. Une égalité de droit qui n'est d'ailleurs qu'apparente et éphémère : depuis le 1er mars, il faut par exemple payer 50 euros pour obtenir un changement de la mention de sexe au tribunal.

La société capitaliste prospère sur la division, elle sème la discrimination et l'inégalité au sein de la seule classe capable de renverser la bourgeoisie, la classe des travailleurs et travailleuses : division entre les femmes et les hommes, entre les travailleurs régularisés et les travailleurs sans papiers, entre les Blancs et les Noirs, entre les jeunes embauchés et les plus âgés, entre LGBT et hétérosexuels. Elle monte

les travailleurs les uns contre les autres pour les détourner de leur véritable ennemi: le patronat et la propriété privée. C'est en ce sens que nous luttons pour l'unité de la classe ouvrière et l'égalité entre les individus. D'autant plus qu'à cause de la criminalisation de l'homosexualité ou de la transidentité, certains sont forcés d'immigrer rapidement sans avoir les bons papiers, acceptant les conditions de travail les plus dures, l'illégalité ou la dépendance financière à sa famille quand c'est encore possible.

Dans les cas les plus extrêmes, certains et certaines sont entraînés dans des trafics de drogue et le trafic d'êtres humains qu'est la prostitution. Évidemment, nous refusons de criminaliser les victimes de la prostitution. En revanche, nous sommes pour accorder davantage de moyens à la sortie de la prostitution et garantir des conditions de vie dignes à tous et toutes. La prostitution prospère sur l'idée que le corps des femmes est disponible et au service des hommes, qu'il est une marchandise comme une autre que l'on peut acheter, et qu'une transaction monétaire dont l'origine est la précarité matérielle est un choix libre. Elle constitue ainsi une des formes les plus violentes de domination patriarcale et capitaliste. C'est sur ce même terrain que se développent les violences conjugales, les agressions sexuelles et les viols, dont sont d'ailleurs bien plus souvent victimes les personnes en situation de prostitution. On le sait : les personnes trans et les femmes sans papiers sont surreprésentées parmi les victimes de prostitution, précisément parce que leur existence est rendue plus difficile et souvent illégale par la société capitaliste. Personne ne devrait jamais avoir à se prostituer pour survivre.

Afin d'abolir toutes les discriminations, nous proposons un programme de lutte contre la précarité : régularisation de tous les sans-papiers, interdiction des licenciements, augmentation des salaires et droit au logement, notamment par la réquisition et l'abolition de la propriété privée pour que chacun et chacune puisse avoir une vie digne. Un tel programme ambitieux ne pourra être réalisé que par la mobilisation des travailleurs et des travailleuses, seuls capables d'obtenir des avancées et de renverser un système qui organise la division, prospère grâce à l'oppression d'une partie de la population et ne produit qu'en fonction des profits et non des besoins réels de la population. C'est d'ailleurs en tant que travailleurs et travailleuses que nous nous adressons, non seulement aux personnes LGBT, qui

composent la classe ouvrière, mais aussi à toute celles et tous ceux qui sont convaincus que seule cette classe peut renverser le capitalisme et établir une société juste et égalitaire. En 1920, l'État ouvrier né de la révolution des travailleurs et des travailleuses russes de 1917 dépénalisa l'homosexualité, autorisa l'avortement libre et gratuit, autorisa le divorce pour les femmes, organisa des campagnes de prévention et d'information sur la santé – y compris la santé sexuelle – et abolit le pouvoir religieux sur les individus. C'est de cet héritage que nous nous revendiquons. Nous ne faisons pas de belles promesses électorales, mais considérons que, pour se débarrasser durablement des oppressions, quelles qu'elles soient, un véritable changement de société est nécessaire.

Salutations révolutionnaires,

Pour le NPA-R Lyon, Raphaëlle Mizony et Anthony Bruno